



Communiqué de presse

18/22

Montreuil, le 21 février 2022.

La conférence des métiers, base de lancement du rapport Piveteau, fusée de la transformation de l'offre médico-sociale

La conférence des métiers : quelle vaste fumisterie !

Les annonces devaient être à la hauteur, les professionnel.le.s attendaient une véritable considération des pouvoirs publics sur le sujet, pour celles et ceux qui sont resté.e.s au front pendant la pandémie poursuivant l'accompagnement des plus démunie.e.s et des plus vulnérables. L'attractivité des métiers, le sens du travail, les valeurs qui nous animent sont à nouveau bafoués par ce gouvernement qui donne d'une main et reprend de l'autre :

Les 183 € pour tou.te.s sont un leurre subordonné, pour les salarié.e.s du privé associatif, à une entrée en négociation dans le cadre du dialogue social pour construire une CCUE de bas niveau qui signe la destruction de nos conventions collectives actuelles. Le message CGT n'est pas encore entendu car les personnels techniques et administratifs sont encore exclus de cette revalorisation.

Et comme si la coupe ne débordait pas, le rapport Piveteau du 15 février 2022 sur les métiers du social annonce clairement le besoin de professionnel.le.s au service de cette « société inclusive », qui n'en a que le nom et certainement pas les moyens, la CCUE dont les classifications établies sur des critères subjectifs (adieu aux diplômes et à l'ancienneté) représentent les nouvelles garanties collectives des professionnel.le.s du secteur.

Le rapport, rendu dans les temps pour cette conférence des métiers, vante la transformation des pratiques et le renouvellement du sens du travail pour les professionnel.le.s du social et du médico-social en expliquant même que ces derniers représentent les leviers de l'évolution des mentalités et des représentations sur la question de la société inclusive et de la désinstitutionnalisation ! Le néo-libéralisme voudrait nous faire croire que ces dispositifs des politiques sociales actuelles offrent le choix aux personnes concernées de leur avenir, des prestations dont elles ont besoin, les travailleurs sociaux censés les « accompagner » dans ce cheminement. De qui se moque-t-on ? Où est le choix quand le financement et les moyens en personnels qualifiés ne suivent pas - le but n'étant pas de nuire à l'autre ou de le rendre plus pathologique qu'il n'est - ? Quand les écoles ferment en DIME ou en DITEP au nom de l'école inclusive, laissant les enfants les plus éloignés du milieu scolaire ordinaire sur le carreau ? Où est le choix quand les proches, les familles, assument le travail précédemment réalisé par les institutions, certaines d'entre elles se sentant démunies notamment dans le médico-social et ce visible dans l'augmentation de la maltraitance pendant les derniers confinements ? En protection de l'enfance, le dispositif tiers digne de confiance, même s'il représente une alternative intéressante pour peu qu'il soit réellement encadré, pourrait avoir le vent en poupe, vu son coût marginal ! Qui peut croire à cette illusion du choix alors que l'ensemble des actifs n'a pas plus le choix sur le marché du travail actuel ?

Les pouvoirs publics refusent évidemment de garantir la masse financière actuelle avec l'augmentation prévue des 183 € pour tou.te.s les agent.e.s et salarié.e.s ! Leur logique : baisser le coût du travail ! Les plateformes, prestations diverses et variées liées aux parcours des personnes, vont obliger ces dernières à circuler de dispositifs ou de prestations en prestations, accueils séquentiels et consorts, pilotés par des logiciels algorithmiques. Les professionnel.le.s ultra-flexibles devront s'adapter : interventions à domicile à la chaîne, conseils aux proches..., le tout cadré par des référentiels de la Haute Autorité de Santé et l'application de modalités tarifaires à l'activité ! La relation à l'autre, base des métiers du social, n'existe pas dans ce modèle conceptuel puisque l'individu est chosifié !

Quel projet de société quand les solidarités collectives et la protection des plus vulnérables sont renvoyées à l'individu ou à ses proches, sachant que tou.te.s les citoyen.ne.s ne sont pas égaux en ressources pécuniaires, en conditions de vie ou en capital social et culturel ? Certain.e.s s'en sortiront mieux que d'autres, comme d'habitude les mieux doté.e.s !

La pilule est bien amère malgré un emballage qui se voulait attractif ! Défendons le travail social au nom des personnes concernées et un vrai projet de société respectueux des citoyen.ne.s !